

*Célébration au
Burundi de la
Journée Mondiale
de la Population,
édition 2020*

*Célébration de
la Journée
Internationale
de la Jeunesse*

*Formation sur les
éléments clés de la
prise en charge à
distance des
violences basées sur
le genre pendant
la COVID-19.*



ASSURER LES DROITS ET
LES CHOIX POUR TOUS

**Bulletin Trimestriel
Juillet - Septembre 2020**

**UNFPA
BURUNDI**

INFORMATION SUR LES REALISATIONS DE UNFPA
ET DE SES PARTENARIES AU BURUNDI

SOMMAIRE

1 Célébration au Burundi de la Journée Mondiale de la Population, édition 2020

2 La fistule obstétricale, évitable, traitable et guérissable

3 Célébration de la Journée Internationale de la Jeunesse

4 Des pairs éducateurs bien outillés pour de meilleures vacances

5 Formation sur les éléments clés de la prise en charge à distance des violences basées sur le genre pendant la COVID-19.

6 Célébrer le peuple autochtone, pour ne laisser personne de côté

7 Des vies changées grâce à la Résilience des jeunes face aux conflits sociopolitiques



burundi.unfpa.org



facebook.com/unfpaburundiCO



twitter.com/unfpaburundi



youtube.com/user/unfpabi

CELEBRATION AU BURUNDI
DE LA JOURNEE MONDIALE
DE LA POPULATION,
EDITION 2020



“

Protéger la santé et les droits des femmes et des filles, pendant et après la pandémie de la Covid-19

tel est le thème de la journée mondiale de la population, édition 2020, célébrée tous les 11 Juillet. Au Burundi, cette journée a été célébrée en province de Muramvya, le vendredi 17 Juillet 2020, sous le Haut Patronage de Son Excellence La Première Dame du Burundi, Madame Angeline Ndayubaha Ndayishimiye.

La célébration proprement dite a été entamée par la visite du centre des handicapés de Kiganda. Des Kits de dignité ont été offerts à 32 jeunes filles de moins de 24 ans tandis que 60 kits scolaires ont été offerts à 32 filles et 28 garçons. En outre, ce centre a bénéficié de 400 kg de haricots, 100 cartons de savons pour le lavage des mains et des pagnes de la part de la Première Dame et la délégation qui l'accompagnait. Une joie intense après cet acte charitable était manifestée par ces jeunes vivant avec handicaps ainsi que leurs responsables.

Après ce centre pour handicapés, la délégation s'est rendue à l'hôpital de Kiganda, précisément à son service de maternité



Dons de kits scolaires aux jeunes du centre pour handicapés de Kiganda par SE la Première Dame de la République du Burundi

pour visiter des femmes qui ont accouché. Une occasion de prodiguer des conseils aux prestataires mais aussi aux accouchées pour la promotion de la planification familiale immédiatement après accouchement, avant de quitter la maternité, afin d'éviter les grossesses rapprochées non planifiées. Cela a été aussi une occasion de faire un don de kits de dignité, des draps et savons, des kits pour le couple mère-enfant, des kits de protection des prestataires contre la Covid 19 sans oublier la protection des femmes sollicitant les services de santé de la reproduction.



Don de kits pour le couple mère enfant à l'hôpital de Kiganda

Dans son discours, SE la Première Dame a rappelé que la santé en général et la lutte contre le coronavirus en particulier figure parmi les 5 priorités nationales. Pour éradiquer cette pandémie, la population doit respecter les mesures de prévention. Le thème de la journée mondiale de la population vient compléter celui de la **campagne** lancée par le Gouvernement qui durera 3 mois jusqu'en septembre 2020 qui est:

*JE GUERIS, JE NE SUIS PAS
CONTAMINEE ET JE NE
CONTAMINE PAS*

Elle a également mentionné que les chiffres provenant des structures sanitaires montrent que l'effectif des femmes venues pour les consultations prénatales mais aussi les utilisateurs des services de la planification familiale ont diminué à cause notamment de la peur d'être contaminées par le coronavirus. Cela pourra notamment contribuer à la baisse des

progrès déjà accomplis en matière de la planification familiale et de la réduction de la mortalité maternelle mais aussi un frein pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durables (ODD).

Cela a été également une opportunité pour lancer un appel fort aux femmes, aux filles et à toute la population à veiller à la continuité des services de la santé en général et de la santé de la reproduction en particulier, pendant et après la Covid 19. SE La Première Dame du Burundi n'a pas oublié de prodiguer des conseils aux jeunes en vacances de respecter les mesures de prévention de la Covid 19.

Les jeunes doivent être des agents de changement. Elle a enfin interpellé tous les acteurs d'agir en synergie pour faire face aux défis démographiques qui peuvent compromettre les efforts du Gouvernement car, si rien n'est fait, la population du Burundi pourra atteindre 16 millions d'ici 2030.

“

C'est pour cela que je lance un appel d'unir nos forces pour la promotion, le soutien et l'utilisation des services de la planification familiale volontaire afin d'aboutir à un développement durable, équitable et paisible du pays.

interpelle-t-elle.

Pour le **Ministre de la Santé Publique et de la Lutte contre le Sida, Docteur Thaddée Ndikumana**, son message était centré sur le respect des mesures de prévention de la COVID 19.

Il a demandé à la population de consulter les structures sanitaires en cas d'inquiétudes. Prenant la parole, la **Ministre de la solidarité nationale, des affaires sociales et du genre, Mme Immelde Sabushimike**, a eu aussi l'occasion de remercier les organisateurs de la journée mondiale et qui ont pensé aux vulnérables car personne ne devrait être laissé de côté pour atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) .

Elle est revenue sur les chiffres alarmants concernant les violences basées sur le genre :

“

une femme sur trois serait victime d'actes de violence physique ou sexuelle au cours de sa vie. Nous devons faire tout pour éradiquer cela et protéger leur santé sexuelle et reproductive surtout en cette période particulièrement difficile de cette pandémie

s'exprime-t-elle.

SE la Première Dame de la République du Burundi prononçant son discours



Mme Immelde Sabushimike, Ministre de la solidarité nationale, des affaires sociales et du genre entrain de prononcer son discours à côté du Ministre en charge de la santé publique (à gauche).

Quant au **Représentant Résidant de UNFPA au Burundi, DR Richmond Tiémoko**, il a lui aussi rappelé que la crise de COVID-19 a de graves répercussions sur les individus, les communautés et les économies du monde entier. Mais tout le monde n'est pas touché de la même manière et, comme constaté si souvent, ce sont les femmes et les filles qui tendent à souffrir le plus.

La COVID-19 aura certainement une incidence sur les efforts tant internationaux

que nationaux mis en œuvre pour atteindre les « **trois zéros** » d'ici à 2030, et qui sont au cœur du mandat à l'UNFPA :

1. *Zéro décès maternel évitable,*
2. *Zéro besoin non satisfait de planification familiale, et*
3. *Zéro cas de violence basée sur le genre à l'égard des femmes et des filles.*

À titre d'exemple, l'UNFPA estime que la pandémie devrait réduire d'au moins un tiers les progrès internationaux menés pour mettre un terme à la violence basée sur le genre au cours de cette décennie.

Par ailleurs, si la mobilité continue d'être restreinte pour encore au moins six mois, avec les perturbations considérables que cela implique sur les systèmes de santé, plus de 47 millions de femmes vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire risquent de se voir privées de contraceptifs modernes – une pénurie qui risque de donner lieu à **7 millions de grossesses non désirées**. De plus, dans le cadre de la riposte à la COVID-19, UNFPA en synergie avec les autres partenaires techniques et financiers s'appuie sur le Plan de Contingence National pour répondre aux effets de la COVID-19.

Pendant et après la pandémie de la COVID19, la nécessité de la planification familiale demeurera identique. Pour la plupart des femmes, la planification familiale constitue un soin de santé de base essentiel.

Le Représentant Résident de UNFPA n'a pas oublié de plaider auprès du Gouverne-

nement de tenir compte des besoins spécifiques des filles, garçons, femmes et hommes en situation de handicap au moment de la mise en place des stratégies de prévention, notamment mettre en place des directives complémentaires sur le lavage des mains pour les personnes handicapées qui ne peuvent pas se laver les mains souvent, qui vivent seules ou qui n'ont pas accès à une source d'eau suffisante pour l'hygiène.

Il a remercié vivement son Excellence Madame la Première Dame pour son engagement pour l'égalité et la promotion des droits, en particulier la Planification Familiale au Burundi et la lutte contre les Fistule Obstréti-cale.

Dr Richmond a terminé son message en rappelant les mots très engageants de la Directrice Exécutive de l'UNFPA qui dit que



L'accès aux services de santé sexuelle et reproductive est un droit ; les pandémies ne font cesser ni les grossesses ni les naissances et ne justifient en aucun cas les atteintes aux droits fondamentaux. Ensemble, ralentissons la propagation de la COVID-19 et protégeons dès à présent la santé et les droits des femmes et des filles !

La célébration a été clôturée par le don de pagnes et savons aux femmes les plus vulnérables.

*LA FISTULE OBSTETRICALE,
EVITABLE, TRAITABLE
ET GUERISSABLE*



Le vendredi 14 Août 2020, une campagne de réparation des fistules obstétricales a été lancée par **Son Excellence La première Dame du Burundi, Mme Angeline Ndayishimiye Ndayubaha**.

Cette campagne organisée par Le Ministère en charge de la Santé Publique en collaboration avec le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) avait pour thème:

*LA FISTULE OBSTETRICALE EST
EVITABLE, TRAITABLE ET
GUERISSABLE*

Le lancement de cette campagne s'est déroulé au centre Urumuri en province de Gitega.

Les cérémonies ont été entamées par une visite de la Première Dame du Burundi à ce centre, le seul traitant les fistules obstétricales au Burundi. Elle en a profité pour faire des dons aux femmes qui s'y trouvaient. Le Centre Urumuri a également reçu un don de la part de la Première Dame, dons qui faciliteront la prise en charge et assistance des femmes fistuleuses se trouvant à ce centre.



La Première Dame faisant un don à une femme assistée au Centre Urumuri



“

Les femmes qui souffrent des fistules obstétricales sont souvent condamnées à l'isolement, à la stigmatisation et à l'abandon de leurs proches.

Indique la Première Dame du Burundi

Marguerite Sinzobakwira le confirme à travers son témoignage. Elle a vécu pendant 40 ans souffrant de fistule obstétricale et rejetée par tous.

“

J'ai toujours vécu le rejet à cause de la fistule obstétricale. Pendant 40 ans, je ne me suis plus rendue à la messe, non pas que je ne voulais pas prier mais juste à cause des odeurs que je dégageais et personne ne restait à mes côtés. Pendant 40 ans j'allais puiser de l'eau après les autres. En passant dans la rue, tout le monde me fuyait comme quoi je sentais mauvais, je loue l'Éternel pour ma guérison,

partage Marguerite.

Elle n'a pas manqué de préciser qu'elle est devenue une pionnière dans sa communauté allant sensibiliser celles qui souffrent de cette maladie pour leur dire qu'elle est traitable tout en leur partageant son témoignage.

“

J'étais devenue comme une malédiction dans mon voisinage, je ne laisserai personne que je connais subir ce que j'ai eu à souffrir,

termine Marguerite Sinzobakwira tout en remerciant le corps médical du centre urumuri et tous ceux qui appui ce centre.

40 ans de fistule obstétricale, 40 ans d'isolation, 40 ans de larmes et de vie en arrière-court. Marguerite Sinzobakwira partage son témoignage à propos de sa guérison et de sa dignité retrouvée



Une autre jeune fille de 17 ans a partagé son témoignage. Ayant eu une grossesse précoce à 15 ans, sa famille l'a non seulement rejetée, mais également l'auteur de sa grossesse ne l'a pas reconnue.

Après son accouchement elle a souffert de fistule obstétricale et depuis ces 2 ans, elle vit rejetée par tout le monde. Elle se trouve au centre urumuri espérant elle aussi se rétablir. Elle en a profité pour lancer un appel vibrant à toutes les jeunes filles, leur demandant de faire plus attention et éviter des grossesses précoces car cela risquerait de nuire à leur avenir et épanouissement, elles pourraient même souffrir de fistule obstétricale à cause de leurs grossesses précoces. En effet, parmi les femmes déjà traitées au centre Urumuri, 25% sont des moins de 25 ans ; ce qui montre l'importance de lutter contre les mariages et maternités précoces.

Pour **Dr Richmond Tiémoko**, Représentant Résident de UNFPA, la prévention des fistules obstétricales doit bénéficier d'une attention particulière notamment l'accès et l'utilisation des soins obstétri-

caux et des services de la planification familiale pour lutter contre les mariages et la maternité précoce.

“

En effet, vaut mieux prévenir que guérir,

indique le Représentant Résident de UNFPA. .

Il a également précisé que UNFPA continue à renforcer le plateau technique des structures sanitaires pour améliorer l'accès et l'utilisation des soins obstétricaux et néonatales d'urgences et des services de la planification familiale afin d'atteindre les « trois zéros » d'ici à 2030, qui sont au cœur du mandat de UNFPA à savoir : zéro besoin non satisfait de planification familiale, zéro décès maternel évitable, et zéro cas de violence basée sur le genre et toute pratique néfaste.

Le Représentant Résident de UNFPA Burundi, Dr Richmond Tiémoko entrain de prononcer son allocution



La Première Dame du Burundi est revenue sur le fait que la fistule obstétricale est une maladie humiliante et isolante. Atteintes par cette maladie, les femmes peuvent vivre cette injustice sociale pendant des années.

Mme Angéline Ndayishimiye Ndayubaha a interpellé toutes les femmes à se diriger directement à l'hôpital quand elle constate les premiers signes de cette maladie. En outre, elle leur a demandé de faire des consultations prénatales, d'accoucher dans des structures sanitaires et de pratiquer la planification familiale. Parallèlement, la Première Dame du Burundi a interpellé le personnel des structures sanitaires et les mamans-lumières de prendre le devant dans cette campagne

afin de parcourir monts et vallées pour trouver les femmes qui souffrent de cette maladie et leur dire que c'est traitable et guérissable.

“

Il faut sensibiliser aussi les communautés et les conjoints des victimes à propos de cette maladie pour rompre avec la mise en quarantaine de ces femmes, d'où le nom de la maladie de l'arrière-cour,

précise la Première Dame. .

La Première Dame du Burundi SE Angéline Ndayishimiye Ndayubaha entrain de prononcer son discours



Dans sa déclaration de la journée internationale de la lutte contre les fistules obstétricales qui est célébrée annuellement le 23 mai, La Directrice Exécutive de l'UNFPA, Dr Natalia Kanem disait que sur le plan des droits fondamentaux, la persistance de la fistule obstétricale est une tragédie mais l'espoir persiste. De nombreuses femmes, à travers le monde, contribuent aux efforts

de prévention et à l'élimination de la fistule obstétricale.

Précisons que cette campagne de réparation des fistules obstétricales lancée par la Première Dame du Burundi a couvert le mois d'août et de septembre 2020.



3

*CELEBRATION DE LA
JOURNÉE INTERNATIONALE
DE LA JEUNESSE*

*JEUNES, SOYONS ACTIFS ET UNIS,
CREONS NOS EMPLOIS POUR
CONTRIBUER AU DEVELOPPEMENT DE
NOTRE PAYS*

Tel est le thème qui a marqué au Burundi la Journée Internationale de la Jeunesse qui a été célébrée, le mercredi 12 août 2020, en province de Gitega, la capitale politique.

En effet, cette journée a été organisée par le Ministère en charge de la Jeunesse en collaboration avec UNFPA, UNICEF et Care Burundi et ce, sous le haut-patronage de SE le 1er Ministre de la République. Des jeunes en provenance de toutes les Provinces du Burundi issus des différents partis politiques, du Conseil National de la

Jeunesse à tous les niveaux, Confessions Religieuses et des centres pour jeunes ont participé à cette Journée Internationale qui leur était dédiée.

Le Représentant Résident de UNFPA, Dr Richmond Tiémoko, s'est exprimé au nom du Système des Nations Unies. Il a reconnu des efforts déjà accomplis par le Burundi en faveur des jeunes tout en saluant le fait qu'au Burundi les jeunes constituent une vraie priorité pour le Gouvernement, appuyé par le Système des Nations unies.

Cependant, Dr Tiémoko en a profité pour interpellé qu'en matière de jeunesse, d'énormes défis, des défis qui doivent être affrontés pour leur plein potentiel.



Que devons-nous mieux faire pour les jeunes ? Que pouvons-nous faire de plus pour les jeunes ? Nos stratégies actuelles sont-elles les plus efficaces ? Écoutons-nous suffisamment les jeunes ? Les implique-t-on suffisamment, surtout dans les projets que nous élaborons à leur intention?

De son côté, le **Ministre en charge de la Jeunesse, Ambassadeur Ezechiel Nibigira** a indiqué que la journée internationale de la jeunesse arrive au moment où le Gouvernement burundais priorise les questions qui hantent la jeunesse burundaise.

Il a demandé alors aux jeunes burundais de se regrouper au sein coopératives sur leurs collines d'origines pour arriver au développement effectif.

Quant au Premier Ministre du Burundi, Alain Guillaume Bunyoni, il a suggéré aux jeunes de créer des groupements économiques des jeunes solidaires de 30 à 50 personnes afin que le Gouvernement puisse les aider facilement. Il a également interpellé tous les jeunes à être diligents,

volontaires, sages et avoir de l'énergie nécessaire pour bien réaliser leurs projets. Il en a profité pour partager avec eux sa propre expérience et son parcours pour les motiver à ne pas se laisser décourager facilement et rester persévérants face aux difficultés et obstacles de la vie.

Le Premier Ministre Alain Guillaume Bunyoni a profité de cette occasion pour informer les jeunes que les agents du Ministère des Affaires de la Communauté Est-Africaines, de la Jeunesse, des Sports et de la Culture vont effectuer des descentes dans toutes les provinces du pays pour se rendre compte du bilan de la mise en place des groupements des jeunes. Un délai de 2 mois pour la mise en place de ces groupements de jeunes a été donné.

La Journée a été clôturée par une séance de sensibilisation et moralisation animée par le Ministre en charge de la jeunesse dans l'optique d'encourager encore plus les jeunes présents à croire en eux-mêmes et à leurs capacités de se développer et développer de surcroît le pays.

Le vendredi 14 août 2020, toujours dans le cadre de la célébration de la jeunesse, les groupes de solidarité des réseaux socio-communautaires de Mutakura et Kamenge en mairie de Bujumbura ont livré un match amical de football et des informations sur la Santé Sexuelle Reproductive des Adolescents et des Jeunes et entrepreneuriat ont été transmises aux jeunes et spectateurs qui étaient présents.

Des groupes de solidarité des réseaux sociocommunitaires de Mutakura et Kamenge prêts à commencer le match





Pour assurer les droits et le bien-être des élèves et par conséquent la réussite scolaire, Le Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA, à travers le programme conjoint d'amélioration de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et des jeunes, Menyumenyeshe, en collaboration avec le bureau de la direction provinciale de l'éducation en mairie de Bujumbura et les jeunes volontaires des réseaux socio-communautaires de Mutakura et Kamenge, ont profité des vacances des élèves pour organiser une sensibilisation de masse.

Les élèves ont produit des outils de sensibilisation comme les scénettes, les dessins et autres librement choisis sur 6 thèmes qui avaient été prédéterminés et partagés. Les présentations ont été faites aux jours des proclamations des notes des élèves et on été faite en présence des parents. Les élèves et les parents ont reçu un paquet de messages dont ils tiendront compte pendant les grandes vacances.

Marie Nshimirimana, est une jeune fille de 16 ans, élève à l'ECOFO Cibitoke III. Elle nous partage son expérience :

J'ai beaucoup apprécié la participation des parents à cette séance de sensibilisation car c'est un sujet tabou entre parents et enfants. Cela va provoquer le dialogue entre eux",
témoigne **Ciella Inkunde**.



nous avons donné des messages clairs à travers les sketches sur la prévention des grossesses non désirées et précoces aux pairs en présence des parents. Nous avons aussi attiré l'attention des spectateurs sur les signes de prévention et la réponse au Covid-19

Quant à **Ciella Inkunde**, 15 ans, elle nous fait savoir qu'elle a beaucoup apprécié la participation des parents lors de cette séance de sensibilisation vu que la sexualité au Burundi est un sujet tabou, ça a été une occasion en or de parler à haute voix tout ce qui est en rapport avec la santé sexuelle et reproductive pour provoquer la communication avec nos parents.

Ce genre de séance devrait être fait aussi souvent que possible pour que nous ayons des informations claires sur la santé de la reproduction du fait que nous entrons dans la période de grandes vacances.



Après une sensibilisation de masse qui s'est bien déroulée, UNFPA ne s'est pas arrêté là. Pour appréhender la question des droits et de la santé des adolescents et des jeunes, une session d'échange a été organisée entre les jeunes et les adultes des quartiers des deux zones, Mutakura et Kamenge, notamment les leaders religieux, les chefs des quartiers et les parents sur la santé des jeunes et de la communauté environnante.

André Ellis Uwimana, un des pairs éducateurs membre d'un groupe de solidarité, témoigne :



Avec cette formation, j'ai appris à connaître les parties de mon corps en tant que garçon et celle d'une fille et comment se maîtriser. Une autre chose qui m'a beaucoup touché ce sont les inégalités que vivent les filles et les garçons. Dans la culture burundaise, nos familles ont tendance à estimer plus le garçon que la fille en lui donnant plus de chance d'aller à l'école. J'ai compris qu'il ne faut laisser personne de côté pour qu'une nation puisse se développer.

Souvent témoin des violences que les jeunes filles subissent, ce jeune pair éducateur indique avoir appris à connaître toutes les formes de violences et comment les éradiquer. Il s'est engagé à sensibiliser davantage les pairs de nos groupes de solidarité avec l'aide de l'administration locale vu qu'ils ont une rencontre organisée une fois par semaine. Il en a profité pour indiquer le besoin des outils didactiques comme les dépliants ou les vidéos à poster sur les médias sociaux car ils sont d'une importance capitale.

De son côté, **Madame Adelaïde Uwineza**, chef du quartier Kavumu dans la Zone Kamenge (Bujumbura mairie), indique se sentir privilégiée pour avoir participé à cette formation en tant que membre de l'administration mais surtout en tant que mère.



Nous avons des lacunes dans l'éducation de nos enfants surtout sur la santé sexuelle et reproductive. Je devrais être la première à parler avec ma fille pour qu'elle ait des informations complètes et claires, mais j'en ai toujours eu honte.

Maintenant j'ai compris la pertinence ; si je ne le fais pas moi-même, d'autres le feront à ma place et lui donneront des informations erronées qui pourraient la nuire

Avec cette formation, **Mme Uwineza** a indiqué avoir eu une bonne occasion d'apprendre la meilleure manière de communiquer avec ses enfants et avoir pris connaissance des centres de santé amis des jeunes pour collaborer avec les prestataires pour le bien-être des enfants.

Elle dit être prête à sensibiliser d'autres parents et les jeunes à fréquenter ces centres de santé dans l'espérance d'avoir des jeunes bien informés. Cela pourra contribuer à réduire des cas de grossesses non désirées à l'école ainsi que les infections sexuellement transmissibles dans la communauté environnante grâce à une sexualité saine et responsable.

Les échanges sur les leçons apprises concernant les violences sexuelles basées sur le genre, la santé sexuelle reproductive et l'entrepreneuriat sans oublier la pandémie de la Covid-19 et la nutrition des adoles-

cents se sont clôturés par une séance d'élaboration des plans d'action conjoints de jeunes et adultes pour les quelques mois qui restent d'ici Décembre 2020 en tenant compte des opportunités offertes par les vacances des élèves qui vont durer deux mois.



5

*FORMATION SUR LES
ELEMENTS CLES DE
LA PRISE EN CHARGE
A DISTANCE DES
VIOLENCES BASEES
SUR LE GENRE PENDANT
LA COVID-19.*

En tant que chef de file des interventions de prévention et de réponse à la Violence Basée sur le Genre (VBG) dans les situations humanitaires, le Fonds des Nations Unies pour la Population, UNFPA continue à renforcer les capacités des prestataires de services pour assurer la continuité de l'offre des services, même pendant la période de pandémie COVID-19.

C'est ainsi que du 7 au 10 juillet 2020, 20 opérateurs des lignes d'assistance 116, 109, 113 ont été formés sur les éléments clés de la prise en charge des cas de violences basées sur le genre (VBG), à savoir: Comprendre les concepts de VBG; comprendre les causes, les conséquences, les facteurs et les types de cas de VBG les plus fréquents; analyse approfondie du système de référencement des cas VBG en général et en particulier au Burundi; comprendre le rôle important que doivent jouer les gestionnaires des lignes vertes et la coordination efficace à mettre en place; partager la cartographie mise à jour des prestataires de services, les éléments clés

des premiers soins psychosociaux pour les survivants, y compris à distance; recyclage sur les principes qui guident l'assistance aux survivants de la VBG.

Après 4 jours de formation, **OP1 Isidore NYANDWI** a indiqué avoir réalisé que l'accueil réservé aux victimes des VBG à travers les lignes vertes doit être amélioré ; il faudra garantir la sécurité des victimes avec qui ils interagissent.

En effet, l'information qu'elles partagent doit être traitée avec confidentialité et leur montrer l'empathie, la compassion durant l'écoute. Pour ce, il faut encourager les acteurs, surtout les opérateurs des lignes vertes, à collaborer dans l'assistance aux victimes des VBGs, mettre en place et renforcer le système. Cette formation fut également une opportunité de connaître les autres opérateurs des lignes vertes et les autres acteurs dans le secteur de lutte contre les VBGs.



Les mesures de confinement, une fois décidées, risqueraient d'avoir un impact sur la lutte contre les VBG. La peur réside en ce que les services de prévention et réponse contre les VBGs devraient diminuer dans la mesure où les ressources seront orientées vers la lutte contre la COVID-19 et cela risquerait de s'aggraver. C'est à espérer que l'on n'ira pas jusque-là,

Alerte **Jacqueline Ndikumana**, de la Croix Rouge du Burundi.



*Très bénéfiques aux opérateurs des lignes vertes », indique **Didier K Gahungu**. « C'était une formation intéressante surtout pour les opérateurs des lignes vertes. Utiliser les lignes vertes est un atout dans la lutte contre les VBG.*

En effet, elle donne des réponses aux victimes VBG, dissipe l'ignorance et la peur des communautés mais en plus les lignes vertes permettent l'anonymat et confidentialité,

renchérit-il.

Pour permettre l'efficacité de ces lignes vertes, il a ajouté qu'il faut que tous les intervenants travaillent en synergie dans la réponse contre les VBG. Un seul partenaire ne peut pas être efficace et intervenir partout. Il faut aussi renforcer les connaissances pour une réponse appropriée et une sensibilisation des communautés pour une appropriation des lignes d'assistance.

Cette formation fut aussi une opportunité d'échange d'expériences : travail en synergie d'interventions et suivi des victimes VBG ; Sensibilisation sur la COVID-19 et comment renforcer le système de référencement.

La formation aura également permis aux gestionnaires de lignes vertes de se familiariser avec la Prévention de l'Exploitation et Abus Sexuels et le rôle qu'ils doivent jouer. Ceci fut une excellente occasion pour les gestionnaires de la ligne verte d'explorer des mécanismes pour collaborer et se compléter mutuellement afin de garantir que les survivantes de la violence basée sur le genre reçoivent une assistance adéquate, en particulier pendant la COVID-19.

Dans le même ordre d'idée, ce renforcement de capacités techniques a été également octroyé d'une part à 80 membres de la sécurité publique et d'autres parts à 60 assistants psychosociaux. Ceci pour leur prise en compte de l'offre des services aux survivants de VBG avec une considération du COVID-19



6

CELEBRER LE PEUPLE AUTOCHTONE, POUR NE LAISSER PERSONNE DE COTE

Le 09 Août de chaque année se célèbre la journée internationale des peuples autochtones. Au Burundi, le Ministère de la solidarité nationale, des droits de l'homme et du genre en collaboration avec le Fonds des Nations Unies sur la Population, UNFPA ainsi que d'autres agences des Nations Unies, a célébré cette journée le vendredi 28 Août 2020 en commune Nyabihanga de la province de Mwaro. Les Batwa étaient à l'honneur comme peuple autochtone du Burundi. Une occasion de leur offrir un espace où ils peuvent parler de leurs défis quotidiens et suggérer des solutions. Cette célébration s'est fait sous le thème :

COVID-19 ET LA RESILIENCE DES POPULATIONS AUTOCHTONES

Dans le souci de ne laisser personne derrière, UNFPA en a profité pour offrir à 300 personnes identifiées comme les plus vulnérables des kits de dignité, des savons et des bidons pour leur permettre d'adopter des pratiques d'hygiène et pour se laver régulièrement les mains, surtout durant cette période de la Covid 19.



Des Kits de dignité et savons à offrir pour prévention covid 19

Dans le souci de ne laisser personne derrière, UNFPA en a profité pour offrir à 300 personnes identifiées comme les plus vulnérables des kits de dignité, des savons et des bidons pour leur permettre d'adopter des pratiques d'hygiène et pour se laver régulièrement les mains, surtout durant cette période de la Covid 19.

“

Aujourd'hui est une journée exceptionnelle pour moi et les membres de ma communauté car je ne savais pas qu'il existe une journée qui nous était dédiée. Il y'a de quoi espérer un meilleur lendemain pour nous

s'exprime avec beaucoup d'enthousiasme un membre de cette communauté des batwa. Il a profité de cette occasion pour partager les défis que connaissent les Batwa notamment leur situation financière précaire et leur difficulté d'accès aux services de base, y compris la santé, l'hygiène, l'éducation, le logement, etc.

Il indique espérer un changement positif maintenant que les autorités se mobilisent pour les célébrer et plaider pour le respect de leurs droits les plus élémentaires.

“

Le Burundi a pris des dispositions des projets qui vont dans le sens du développement socio-économique pour faciliter une intégration effective des batwa dans la société burundaise

indique Mme la Ministre, **Immelde Sabushimike**. Des mesures préventives contre la Covid 19 ont été disposé aussi par le Gouvernement même pour les Batwa, comme elle l'a notifié.

De son côté, **Dr Richmond Tiémoko** qui s'est exprimé au nom du Système des Nations Unies a indiqué de son côté que pour que les peuples autochtones puissent réaliser leurs droits, il faut garantir leur inclusion et leur participation aux stratégies d'action face au COVID-19 et des stratégies de relèvement.

“

Ils doivent être consultés dès lors qu'une action est menée pour mieux leur épanouissement et mieux les relever,

indique Dr Tiémoko.



7

FORMATION SUR LES ELEMENTS CLES DE LA PRISE EN CHARGE A DISTANCE DES VIOLENCES BASEES SUR LE GENRE PENDANT LA COVID-19.

1.020 jeunes issus des provinces Ngozi, Kirundo, Makamba, Gitega, Rumonge, Mwaro et Bujumbura ont bénéficié d'une formation sur la résolution pacifique des conflits, la communication non violente, l'entrepreneuriat, etc. C'est grâce au projet

Appui à la résilience des jeunes faces aux conflits sociopolitiques au Burundi

Financé par le PBSO à travers le Fonds des Nations-Unies pour la population (UNFPA) tenant le lead d'un consortium avec l'Unesco et l'Unicef et ce pendant 18 mois.

A la fin de ce projet, des jeunes qui sont agents de changement communautaire se sont réunis en atelier du 16 au 17 Septembre 2020 en province de Gitega partageant l'impact de ce projet sur l'aspect personnel et l'impact sur la communauté. Un atelier qui a vu la participation des administrateurs communaux, des Gouverneurs, des Représentants du ministère de la Jeunesse et du ministère de l'Intérieur.

Annonciate Nibarere de la province Kirundo, commune Ntega, est l'une de ces jeunes leaders qui a changé de mentalité grâce à ce projet. Elle témoigne :

“

Avant, j'étais une moins que rien. J'avais un langage violent à cause des conditions dans lesquelles j'ai grandi, je suis orpheline et j'étais toujours en conflit foncier avec mon frère. On ne se parlait plus, sauf se lançait des menaces et des injures.

Elle ajoute qu'ils étaient des pires ennemis mais ce n'est qu'après avoir suivi les formations sur la communication non violente qu'Annonciate a décidé d'enterrer sa hache de guerre. Depuis lors, elle s'est réconciliée avec son frère. Ce dernier lui a donné une partie des terres que leurs parents ont laissées.

“

Maintenant je suis en parfaite harmonie avec mon frère et sa famille.

Quant à **Delicia Nihorimbere**, c'est une jeune fille qui, jadis, ne pouvait pas s'asseoir avec quelqu'un de l'ethnie opposée. Elle a grandi dans un entourage qui lui disait qu'il faut s'en méfier. Mais grâce à ce projet, elle témoigne s'être sentie métamorphosée. Métamorphosée au point où elle est fiancée à un jeune homme de l'ethnie opposée.

Des résultats tangibles auprès des jeunes

Espérance Iradukunda de l'ONG COPED qui, entre autres, a mis en œuvre ce projet, loue une initiative qui a conduit au résultat concret. Elle affirme qu'elle a remarqué des changements visibles au sein des jeunes bénéficiaires.

“

Aujourd'hui, ces jeunes sont capables de sensibiliser les autres sur la prévention contre les différends ethniques ou liés aux partis politiques. Ils sont dans des associations de développement, ils cultivent ensemble, ils font l'élevage ensemble... Ils sont vraiment soudés,

indique, ravie, Mme Iradukunda.



Espérance Iradukunda en train de faire sa présentation sur les résultats du projet résilience des jeunes face aux conflits socio-politiques.

Ce projet, qui a duré 18 mois depuis octobre 2018, avait deux principaux résultats, comme indiqué par **Julien Ouedraogo**, qui s'est exprimé au nom du Représentant de UNFPA : d'une part les jeunes filles et garçons sont résilients et contribuent à la réconciliation et à la prévention des violences à travers une meilleure perception du passé, et d'autre part, les institutions nationales contribuent à une présentation constructive du passé aux jeunes filles et garçons. Le projet a ciblé des jeunes victimes des conflits passés et vivant dans des zones touchées par les conflits.

De son côté, le **Ministre en charge de la Jeunesse, Ezéchiel Nibigira**, a affirmé, dans son discours, que la jeunesse est véritablement l'épicentre du développement et il en est la pierre angulaire. Il affirme que le Gouvernement a fait de la jeunesse une des six grandes priorités nationales.

Après le partage de ces témoignages et des résultats dudit projet, il a été question de vulgariser la résilience des jeunes face aux conflits sociopolitiques, le vendredi 18 Septembre 2020. Cette stratégie a été préparée par UNFPA en partenariat avec le Ministère en charge de la Jeunesse et élaboré par le consultant **Sylvestre Ntibantunganya**, ancien président de la République du Burundi qui a fait d'ailleurs la présentation de ce document auprès de ces jeunes agents de changement communautaires et administratifs locaux. Ils se sont appropriés de ce livre qui va les guider dans la promotion effective de la résilience des jeunes face aux conflits sociopolitiques.

Au Burundi, explique président Ntibantunganya, la génération qui n'a pas été directement impliquée dans les crises du passé est jeune (moins de 25 ans) et constitue 2/3 de la population. Pour lui, c'est sur cette tranche d'âge qu'une action vigoureuse doit être engagée pour rompre définitivement avec les violences



Le Ministre en charge de la jeunesse en train de prononcer son discours

cycliques que le Burundi a connues. Pour lui, le succès de cette stratégie pour la résilience communautaire des jeunes passera avant tout par la prise de conscience par la jeunesse burundaise des dangers divers auxquels elle serait exposée si elle ne parvenait pas à maîtriser les traumatismes.

En outre, pour ce consultant et ancien président de la république, cette stratégie n'est pas seulement destinée aux jeunes. Car ces derniers ne sont pas des éléments isolés dans ce pays. Ils ont des parents, des frères. Ils sont dans un pays qui a des institutions et d'autres cadres organisationnels.



Cette étude est destinée à tout ce monde-là, pour que chacun puisse se retrouver et voir ce qu'il doit faire pour favoriser et promouvoir la résilience, la résistance au passé douloureux afin de bâtir un avenir meilleur,

indique-t-il.

Des échanges et questions ont découlé de cette présentation ce qui leur a permis d'y voir encore plus clair.

Précisons que durant ces 3 jours un match pour renforcer la cohésion sociale a été organisé entre les participants ainsi qu'un concert à la fin de ces 3 jours a été organisé avec pour thématique :

*LA PAIX C'EST AUSSI AVEC
LES JEUNES*



*Le Consultant Sylvestre Ntibantunganya,
ancien président de la
république vulgarisant ladite stratégie
de résilience pour les jeunes*

UNFPA BURUNDI



burundi.unfpa.org



facebook.com/unfpaburundiCO



twitter.com/unfpaburundi



youtube.com/user/unfpabi

ASSURER LES DROITS ET LES CHOIX POUR TOUS